

# Quand la Chine rêve de «renaissance»

**Les réalités de l'ascension chinoise montrent que des principes et pratiques anxigènes caractérisent le régime chinois dans tous les domaines: politique, économique, culturel et militaire. Résultat de l'ambition de ses dirigeants...**

Alain BOUC, responsable du groupe «Chine» de la LDH

**S**i la Chine est puissante, sa population n'est pas riche. Son revenu par habitant la place aux environs du centième rang mondial. Si elle vient de dépasser le Japon, c'est avec une population dix fois plus nombreuse. Ce n'est donc pas par la masse de son économie que la Chine peut inquiéter. C'est bien plutôt par la manière dont le régime l'a obtenue de sa population, et par ce qu'il veut en faire. L'Etat chinois appartient au Parti, l'armée appartient au Parti, la presse, la radio et la télévision appartiennent au Parti. Celui-ci est arrivé au pouvoir à l'issue de la guerre civile et en promettant la démocratie, la liberté et le pluralisme. Mais confrontés aux réalités, les dirigeants n'ont pas tenu leurs promesses; le Parti s'est vite replié sur lui-même et sur une structure pyramidale qui attribue le gros du pouvoir aux sept membres permanents du Bureau politique. Sept quasi-empereurs pour diriger une population triple de celle de l'Europe des vingt-sept, sur un territoire également triple... Ce système déraisonnable, presque inchangé depuis 1949, est, avec celui de la Corée du Nord, un des plus vieux et des plus anachroniques régimes de la planète. Faute de démocratie dans le pays

(1) Révolution culturelle en 1966, mort de Lin Biao en 1971, arrestation des radicaux en 1976, massacre de Tiananmen en 1989, arrestation de Bo Xilai en 2012.

(2) Comme ce fut le cas en 1979 dans la guerre contre le Vietnam, ou dans celle de 1962 contre l'Inde, ou encore dans les affrontements avec les Soviétiques sur l'Oussouri en 1969.

(3) Ces violations sont détaillées mois par mois dans le bulletin du groupe Chine de la LDH, disponible sur le site de la LDH (<http://www.ldh-france.org/Chine,178-.html>).

(4) Dans son dernier bilan, Reporters sans frontières donnait les noms de trente journalistes incarcérés. Le site du Pen Club chinois indépendant parle, lui, d'une quarantaine d'écrivains et de journalistes derrière les barreaux; il en désigne notamment onze.

et dans le Parti, les changements s'opèrent soit par la violence<sup>(1)</sup>, soit sans la moindre transparence quand il s'agit de désigner les dirigeants. L'Assemblée nationale vient de désigner le chef de l'Etat et le Premier ministre, mais il y a deux ans déjà qu'on avait fait les choix pour elle.

Tant que la Chine restait isolée et majoritairement agraire, le défaut de démocratie n'affectait pas le monde extérieur. Il n'en va plus de même aujourd'hui, avec un capitalisme d'Etat structuré, qui prend chaque année de l'ampleur et sort de ses frontières.

## Une nouvelle perception du monde

L'expansion en volume de l'économie chinoise, et particulièrement le dépassement en chiffres de la puissance japonaise – point de référence et adversaire traditionnels – a changé la conscience nationale. Il reste un seul objectif à atteindre pour prendre la première place dans le monde: rattraper les Etats-Unis. Vu la différence des taux de croissance, la jonction pourra se faire dans les décennies prochaines.

Le calcul paraît simple mais il serait plus convaincant s'il tenait compte, d'abord, de la poursuite de la croissance américaine, et ensuite, des énormes coûts de

la croissance chinoise: pollution de l'air, des eaux fluviales, des nappes phréatiques et des terres arables. Au demeurant, par sa dimension même, lorsque l'économie des Etats-Unis croît de 3,5% sur un an, elle progresse en volume autant, sinon plus qu'une économie chinoise dont une expansion de 7% s'applique à un produit national inférieur de moitié.

## Les dangers de l'information unilatérale

Le fait nouveau, c'est que cette accession au deuxième rang mondial par le PIB a modifié la pensée des dirigeants. A leur tour, les médias obéissants ont mis en branle l'opinion publique. Le changement d'équipe survenu en mars à la tête de l'Etat n'a fait qu'amplifier cette évolution. Il n'est question désormais que de «renaissance» de la nation chinoise, avec une référence implicite aux temps où l'empire chinois dominait sinon la planète, du moins le continent asiatique. L'ambition nationale et le rêve qui la nourrit ont progressivement pris le pas sur les mots d'ordre antérieurs de stabilité et d'harmonie sociale. La presse et la télévision, qui ont charge d'encenser les nouveaux dirigeants, contribuent à persuader l'opinion publique et à flatter l'orgueil national.

Cette évolution n'est pas anodine: elle encourage des postures de confrontation avec les voisins, et réveille les vieilles querelles des siècles passés. La Chine s'appuie sur ses archives pour dire qu'elle fut la première sur tel ou tel territoire, mais se montre sourde quand il s'agit d'histoire contemporaine. On voit bien le danger qu'engendre l'impossibilité de tout débat. Le déclenchement d'un conflit armé résulte d'une décision discrétionnaire du Parti, et plus particulièrement de sa Commission militaire<sup>(2)</sup>. Le patriotisme et le nationalisme, ces nouveaux ciments du régime,



sont d'autant plus facilement avivés que, selon les voix officielles, le pays est victime d'attaques étrangères multiples: les Philippines, le Vietnam occupent indûment des îlots chinois; le Japon a volé l'archipel des Senkaku-Diaoyutai; enfin et surtout, les Etats-Unis se livrent à des tentatives d'encercllement du territoire chinois et offrent leur aide à tous les alliés voisins de la Chine et en conflit avec elle, parvenant même à briser l'alliance indéfectible que la Birmanie entretenait avec Beijing.

### **Le pouvoir sans partage est à craindre**

Cette autocratie marque la vie politique et économique et dispose de la force légale (police et armée). La Chine assure être un Etat de droit, garantissant par sa Constitution toutes les libertés fondamentales. Mais l'Etat se

***L'expansion en volume de l'économie chinoise, et particulièrement le dépassement en chiffres de la puissance japonaise a changé la conscience nationale. Il reste un seul objectif à atteindre pour prendre la première place dans le monde: rattraper les Etats-Unis.***

subordonne au Parti, se confond avec lui et celui-ci a tous les droits, notamment à travers ses comités politiques et juridiques nationaux et locaux, qui ne sont soumis à aucun contrôle des citoyens. Si bien qu'il ne se passe pas un jour sans que la Constitution soit violée et que des droits élémentaires soient bafoués, au vu et au su de tous<sup>(3)</sup>. Refusant tout contre-pouvoir, le Parti décide unilatéralement des idées qui doivent circuler, s'exprimer et s'imprimer. Cette prise en main atteint un niveau qu'il est difficile d'imaginer en Europe. Le régime est ainsi d'autant plus dangereux qu'on en perçoit mal la nature. La presse est strictement encadrée. Sur les sujets sensibles, les services de la Propagande, appelés plaisamment le ministère de la Vérité, disent ce qu'il faut dire, ce dont il ne faut pas trop parler, ou enjoignent de ne reproduire que

les articles de l'agence officielle Xinhua.

Sont surveillés non seulement les questions politiques délicates mais encore ce qui pourrait porter atteinte à l'image glorieuse du régime. Ainsi, on peut masquer ou escamoter un accident de chemin de fer, surtout s'il concerne le nouveau TGV, fleuron de l'orgueil national. Ou bien des épidémies comme le sida, ou, en 2002-2003, la pneumonie atypique Sras. Ou la contamination radioactive des populations exposées aux expériences nucléaires. Ou le nombre d'enfants qui ont péri, lors d'un tremblement de terre, dans les décombres de leurs écoles mal construites.

Le contrôle de la presse et de l'édition s'accompagne de sanctions sévères. Le nombre des victimes en est difficile à chiffrer<sup>(4)</sup>. La censure ne se contente pas d'interdire des articles gênants.

Elle intervient dans le fonctionnement des journaux, en remplaçant ou en rétrogradant les chefs de rédaction récalcitrants, en écartant les journalistes trop critiques. En début d'année, à Guangzhou, elle s'est permis de composer un éditorial de nouvel an pour la revue *Nanfang Zhoumo*, et de le substituer à celui de la rédaction.

### **Presse, édition et Internet sous contrôle**

Le contrôle d'Internet est un puissant moyen de contrôle de l'opinion. Les réseaux Facebook et Twitter sont inaccessibles mais les logiciels en ont été modifiés pour usage interne afin de permettre la surveillance des cybernautes. Ceux-ci doivent être enregistrés sous leur vrai nom, et présenter une carte d'identité dans les cybercafés.

Le flux des courriels est étroitement observé. Des mots-clés renvoyant à des questions « sensibles » bloquent les logiciels et empêchent la diffusion des textes subversifs. Certains cybernautes disposent de moyens pour échapper à ces contrôles, mais il leur faut en assumer les risques : Reporters sans frontières fournit une liste de soixante-neuf cybernautes incarcérés. Les effectifs chargés de surveiller la Toile se situeraient entre vingt mille et soixante mille personnes. Ces contrôles ne se limitent pas au territoire chinois. Les sites de l'opposition à l'étranger sont fréquemment la cible d'attaques informatiques, et rendus hors d'usage.

### **Les réalités économiques en jeu**

Certaines formes d'économie nationale caractérisent le totalitarisme, et d'abord l'accaparement des secteurs de production. Tel est bien le cas en Chine. Ainsi, le Parti possède et l'Etat, et le pouvoir économique. L'Assemblée nationale compte dans ses rangs une bonne part des nouveaux milliardaires. Deux autres faits

*La possibilité administrative d'envoyer dissidents et protestataires en camp de rééducation, sans passer par les tribunaux et sans avoir à justifier la décision, fait peser une menace constante sur les esprits rebelles. Le budget global de la Sécurité intérieure croît plus rapidement et dépasse en volume celui de l'armée.*

structurels méritent également d'être signalés car ils caractérisent une économie qui recherche avant tout la puissance. La Chine est d'abord en effet un des pays du monde où les inégalités sont les plus fortes. Mesurée par le coefficient de Gini entre 0,47 et 0,6<sup>(5)</sup>, la disparité des revenus atteint les maxima observés au Brésil, au Honduras ou en Centrafrique. Cette concentration des richesses permet donc d'affecter plus à l'investissement qu'à la consommation : la part du PIB affectée à la rémunération des salariés n'atteignait que 42% en 2010, alors qu'elle se situe aux alentours des deux tiers dans les pays développés (France, Etats-Unis, Japon, Allemagne).

L'alliance nationale et locale des pouvoirs économique et politique permet aux entreprises d'agir de manière discrétionnaire. Elles échappent sans trop de difficultés aux contraintes du droit social et de l'environnement. La pollution atteint des taux anormalement élevés dans les rivières, les lacs, les estuaires, les bandes côtières ainsi que dans les terres arables.

### **L'affirmation de la force d'Etat**

La fréquence des manifestations de masse, dirigées le plus souvent contre les dirigeants locaux, à l'occasion de réquisitions de terres, de salaires impayés ou de projets d'industries polluantes, impose de dégager des moyens en hommes et en matériel pour assurer le maintien de l'ordre.

La possibilité administrative d'envoyer dissidents et protestataires en camp de rééducation, sans passer par les tribunaux et sans avoir à justifier la décision, fait peser une menace constante sur les esprits rebelles. Le budget global de la Sécurité intérieure croît plus rapidement et dépasse en volume celui de l'armée. S'y ajoute parfois le recrutement de milices privées par les gouvernements locaux, dans le dessein

d'imposer silence aux récalcitrants ou d'empêcher les protestataires de partir se plaindre dans la capitale. Les crédits de l'armée sont eux aussi en croissance sensible. La France est heureuse de fournir des équipements sophistiqués, au risque de mécontenter fortement le Japon. Mais la Russie reste la pourvoyeuse indispensable, avec laquelle on peut traiter sans craindre les sanctions d'un embargo.

### **L'alliance prioritaire avec la Russie**

Xi Jinping, le nouveau chef d'Etat, répète que l'alliée préférentielle doit être la Russie. Le partenariat des deux pays mériterait plus d'attention ; il suffit d'observer la manière dont ils ont bloqué toute initiative diplomatique sur la question syrienne, notamment en leur qualité de membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies. Mais cette coopération s'étend aussi au domaine militaire : le porte-avions de la Chine lui a été cédé par la Russie, et cette dernière fournit aussi des avions de combat.

L'amitié avec la Russie, comme l'alliance organisée au sein de l'Organisation de sécurité de Shanghai avec des despotismes d'Asie centrale, montrent la volonté d'une expansion à distance des grandes instances internationales, plus qu'une évolution vers une démocratie transparente reconnue par tous. Ce Parti accroché au pouvoir, qui détient le pouvoir économique, qui redoute la presse et les associations, qui exerce une menace constante et diffuse sur les esprits, disparaîtrait à bref délai s'il organisait des élections libres. L'affirmation répétée de sa puissance et sa volonté d'intervenir dans les affaires du monde devraient inciter à plus de vigilance et à plus de fermeté. De la part des gouvernements nationaux comme des institutions européennes. ●

(5) Voir le bulletin du groupe Chine de janvier 2013 (<http://www.ldh-france.org/Bulletin-Chine-no-73-janvier-2013.html>).